

**TRAVAUX TIRAGE CÂBLE TELECOM - ORANGE
BOULEVARD DE MARSEILLE - RUE JEAN LOSTE
SOLUTIONS30 SUD-EST**

NOUS, Jean-Paul JOSEPH, Maire de Bandol,
VU le code de la route,
VU le code général des collectivités territoriales,
VU le code de la voirie routière,
VU l'arrêté ministériel du 20 Octobre 2008 relatif à la signalisation temporaire,
VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var,
VU notre arrêté n° 92 du 17 Février 2015 réglementant la circulation routière, le stationnement et ses modificatifs,
VU la demande datée du 05 mars 2026 de Madame Juliette BUSSON société SOLUTIONS30 SUD-EST Tél 04 93 00 00 46 – sise : 2229 route des Crêtes – site Arcole – Espace Bcoworker– 06560 VALBONNE (courriel : juliette.busson@solutions30.com),
CONSIDÉRANT la gêne en matière de circulation que peuvent occasionner ces travaux en journée et qu'il est nécessaire d'entreprendre ces travaux de nuit pour éviter ces problèmes de circulation,
CONSIDÉRANT qu'il nous appartient de prendre toutes les mesures de sécurité à l'occasion des travaux cités en objet,

– A R R E T O N S –

ARTICLE 1° : Les travaux concernant le tirage de câble Télécom pour ORANGE sur trottoir ou chaussée, sont autorisés :

- Boulevard de Marseille à hauteur du n°75 jusqu'à la rue Jean Loste,
- Rue Jean Loste jusqu'au niveau de la gare SNCF

**DU LUNDI 23 MARS 2026 AU VENDREDI 27 MARS 2026
DE 21H00 A 06H00**

ARTICLE 2° : Pour permettre la réalisation de ces travaux, le stationnement de tous les véhicules sera interdit au droit du chantier et la circulation s'effectuera en alternance par demi-chaussée réglementée à l'aide de feux tricolores de type K11.

ARTICLE 3° : L'entreprise sera chargée de baliser la zone de travaux et de mettre en place un périmètre de sécurité pour les piétons.

ARTICLE 4° : La signalisation temporaire relative à cette réglementation sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux, qui est et demeure, entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait de son chantier.

ARTICLE 5° : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon - 5, rue Racine - BP. 40510 - 83041 TOULON CEDEX 09 ou par l'application informatique « Télérecours-Citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6° : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de la Police Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié selon la législation en vigueur.

Fait à Bandol le **10 MARS 2026**

Jean-Paul JOSEPH
Maire de Bandol

